

l'article 3, § 1^{er}, 4^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997.

Art. 4. Notre Ministre des Pensions et Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,

M. COLLA

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

van artikel 3, § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie. ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.

Art. 4. Onze Minister van Pensioenen en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel 21 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

M. COLLA

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

F. 97 — 637

[C - 97/22216]

Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions introduit dans le régime de pension des travailleurs salariés une condition de carrière pour pouvoir bénéficier de la pension à partir de l'âge de 60 ans et un droit minimum par année de carrière. Dans les deux conceptions, le temps de travail est important.

L'obtention de la pension anticipée est subordonnée à une condition de carrière. Cela signifie qu'il faut une ancienneté suffisante prouvée par un certain nombre d'années civiles pour lesquelles on peut faire valoir des droits à pension en vertu d'une législation belge de pension. Pour ce faire, l'occupation (effectif ou assimilé) comme salarié n'est prise en considération que celle-ci correspond au moins à la moitié d'un régime de travail à temps plein.

Le droit minimum par année de carrière est un système de minimum plus accessible que la pension minimum garantie pour les travailleurs salariés qui existe actuellement. Par année de carrière, la base de calcul pour la pension peut en effet être augmentée jusqu'au montant du revenu minimum garanti par la C.C.T., qui prévalait au moment de la date de prise de cours de la pension. Pour pouvoir y prétendre certaines conditions sont cependant requises :

— il faut au moins prouver 15 années de travail (effectif ou assimilé) comme travailleur salarié au prorata d'au moins la moitié d'un emploi à temps plein;

— la pension calculée selon les règles normales ne peut dépasser F 35 000 par mois pour une pension taux isolé et F 43 750 pour une pension taux ménage (la pension calculée en application du droit minimum est le cas échéant limitée aux montants précités);

— la mise en place de ce salaire minimum ne se fait que pour les années civiles pour lesquelles au moins la moitié d'un emploi à temps plein est prouvé (travail effectif ou assimilé) et ce en fonction de la durée de travail prouvée.

Le critère "1/2-temps" utilisé dans les deux conceptions ne correspond cependant pas aux notions de droit de travail et de droit de sécurité sociale en matière de travail à temps partiel. La durée minimum de travail par semaine, d'un emploi à temps partiel est

N. 97 — 637

[C - 97/22216]

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels introduceert in het pensioenstelsel voor de werknemers een loopbaanvoorwaarde om het pensioen vanaf de leeftijd van 60 jaar te kunnen opnemen en een minimumrecht per loopbaanjaar. In beide concepten is de arbeidsregeling van belang.

De mogelijkheid om het vervroegd pensioen te bekomen is namelijk ondergeschikt aan een loopbaanvoorwaarde. Dit houdt in dat er een voldoende anciënniteit moet zijn die wordt bewezen door een bepaald aantal kalenderjaren waarvoor men pensioenrechten kan doen gelden krachtens een Belgische wettelijke pensioenregeling. De tewerkstelling (effectief of gelijkgesteld) als werknemer komt daarbij slechts in aanmerking als deze overeenstemt met tenminste de helft van een voltijdse arbeidsregeling.

Het minimumrecht per loopbaanjaar is een toegankelijker minimumstelsel dan het bestaande gewaarborgd minimumpensioen voor werknemers. Per loopbaanjaar kan de berekeningsbasis voor het pensioen immers worden opgetrokken tot het bedrag van het op de ingangsdatum van het pensioen geldende CAO-gewaarborgde minimuminkomen. Om hiervoor in aanmerking te komen moet niettemin aan een aantal voorwaarden zijn voldaan :

— er moeten tenminste 15 jaren tewerkstelling (effectief of gelijkgesteld) worden bewezen als werknemer aan tenminste de helft van een voltijdse arbeidsregeling;

— het volgens de gewone regels berekend pensioen mag niet meer beragen dan F 35 000 per maand voor een pensioen als alleenstaande en F 43 750 voor een gezinspensioen (het met toepassing van het minimumrecht berekend pensioen wordt in voorkomend geval "afgetopt" op de vermelde bedragen);

— de indeplaatstelling van dit minimumloon gebeurt maar voor die kalenderjaren waarvoor er tenminste de helft van een voltijdse arbeidsregeling is bewezen (effectief gewerkt of gelijkgesteld) en dit in functie van de bewezen arbeidstijd.

Het in beide concepten gehanteerde criterium van een "1/2-tijd" stemt echter niet meer overeen met de arbeidsrechtelijke en sociaal-zekerheidsrechtelijke noties rond deeltijdse arbeid. Zo is de minimale wekelijkse arbeidsduur van een deeltijdse betrekking conform de eisen

conforme aux exigences posées par la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, si elle comprend au moins "1/3-temps" et le droit à l'indemnité de chômage (partielle) en cas de chômage après un emploi d'au moins "1/3-temps".

Le Gouvernement qui veut par le biais de la réforme des pensions des travailleurs salariés — outre assurer la viabilité financière du système — également moderniser et adapter le système aux évolutions sociales, remplace par les dispositions ci-après, partout le critère "1/2-temps" par "1/3-temps".

L'article 1^{er} du présent arrêté remplace dans l'arrêté précité du 23 décembre 1996 ce critère de "1/2-temps" par "1/3-temps" en ce qui concerne la condition de carrière.

L'article 2 du présent arrêté fait de même en ce qui concerne les conditions d'application du droit minimum par année de carrière.

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,

M. COLLA

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 10 mars 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « portant modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions », a donné le 18 mars 1997 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence (1), cette motivation est la suivante :

« De la haute importance de la mesure est motivée par le fait que ce projet de décret apporte des modifications à l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. Ces modifications ont pour objet de garantir la viabilité financière du système de pensions et de moderniser ce système en tenant compte des évolutions sociales. Elles ont également pour effet de garantir la sécurité sociale et d'assurer la viabilité des régimes légaux des pensions. »

Selon l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la motivation figurant dans la demande doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté en projet. A cet égard, il est recommandé de remplacer les sixième, septième et huitième alinéas du préambule par les alinéas suivants :

« Vu l'urgence motivée par la circonstance que ... (reproduire littéralement la motivation figurant dans la demande d'avis (2)); »

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 mars 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; »

En application de l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifié par la loi du 4 août 1996, la section de législation s'est limitée « à l'examen du fondement juridique, de la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que de l'accomplissement des formalités prescrites ».

Cet examen requiert de faire l'observation suivante.

(1) Par lettre du 13 mars 1997, le Ministre des Pensions a demandé au Conseil d'Etat de remplacer par une motivation plus circonstanciée la motivation de l'urgence, prescrite par l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, telle qu'elle figure dans la demande d'avis.

(2) A savoir la motivation présentée dans la lettre ministérielle du 13 mars 1997.

gesteld door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten indien hij tenminste een "1/3-tijd" omvat en is er recht op (gedeeltelijke) werkloosheidsvergoeding in geval van werkloosheid na een betrekking aan tenminste een "1/3-tijd".

De Regering die met de pensioenhervorming voor werknemers — naast het veiligstellen van de financiële leefbaarheid van het stelsel — het stelsel ook wil moderniseren en aanpassen aan de maatschappelijke evoluties, vervangt met de hiernavolgende bepalingen dan ook overal het criterium "1/2-tijd" door "1/3-tijd".

Artikel 1 van dit besluit vervangt in het vernoemd besluit van 23 december 1996 dit criterium van "1/2-tijd" door "1/3-tijd" voor wat de loopbaanvoorwaarde betreft.

Artikel 2 van dit besluit doet hetzelfde voor wat de toepassingsvoorwaarden van het minimumrecht per loopbaanjaar betreft.

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

M. COLLA

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 10 maart 1997 door de Minister van Pensioenen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels », heeft op 18 maart 1997 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval (1) luidt die motivering als volgt :

« De hoogdringendheid wordt gemotiveerd door het feit dat dit besluit wijzigingen aanbrengt in het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en dat een dringende bekendmaking ervan onontbeerlijk is enerzijds om beide bekendmaking ervan onontbeerlijk is enerzijds om beide besluiten gelijktijdig in werking te laten treden en discriminaties tussen belanghebbenden te vermijden en anderzijds om de Rijksdienst voor pensioenen toe te laten de nodige schikkingen te treffen om in de uitvoering ervan te voorzien en de gepensioneerden tijdig in kennis te stellen van hun recht. »

De motivering die in de aanvraag wordt opgegeven moet overeenkomstig het bepaalde in artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, worden overgenomen in de aanhef van het besluit in ontwerp. In dat verband verdient het aanbeveling het zesde, zevende en achtste lid van de aanhef te vervangen door de volgende leden :

« Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat ... (letterlijk de in de adviesaanvraag (1) gegeven motivering overnemen) ...; »

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 maart 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; »

Met toepassing van het bepaalde in artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot « het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan ».

Dat onderzoek noopt tot het maken van de hierna volgende opmerking.

(1) Bij brief van 13 maart 1997 verzocht de Minister van Pensioenen de Raad van State de motivering van de hoogdringendheid, voorgeschreven door artikel 84, eerste lid, 2^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals weergegeven in de adviesaanvraag, te vervangen door een meer omstandige motivering.

(2) Met name de motivering die wordt aangereikt in de ministeriële brief van 13 maart 1997.

Le projet trouve son fondement légal aux articles 15 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Le projet ne met pas en œuvre les articles 16 et 17 de la loi susvisée, de sorte qu'il y aurait lieu d'omettre la mention de ces articles, figurant au premier alinéa du préambule.

La chambre était composée de :

M. J. De Brabandere, président de chambre;

M. M. Van Damme,

D. Albrecht, conseillers d'Etat;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. Albrecht.

Le rapport a été présenté par Mme R. Thielemans, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. E. Vanherck, référendaire.

Le greffier,

A. Beckers.

Le président,

J. De Brabandere.

21 MARS 1997. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment les articles 15 et 49;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996, portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment les articles 4 et 8;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office national des pensions, donné le 6 février 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mars 1997;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget, donné le 6 mars 1997;

Vu l'urgence motivée par le fait que cet arrêté apporte des modifications à l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et qu'une publication urgente s'impose d'une part pour que les deux arrêtés puissent entrer en vigueur au même moment et d'éviter des discriminations entre les intéressés et d'autre part afin de permettre à l'Office national des pensions de prendre les dispositions nécessaires pour en prévoir son exécution et de prévenir à temps les pensionnés de leur droit;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 mars 1997, en application de l'article 84, 1^{er} alinéa, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 4, § 2, alinéa 2, 2^o, et alinéa 5, 3^o, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996, portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, les mots "à la moitié" sont remplacés par les mots "au tiers";

Art. 2. Dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 7, 1^o, du même arrêté les mots "à la moitié" sont remplacés par les mots "au tiers".

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997.

Het ontwerp vindt zijn rechtsgrond in de artikelen 15 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Het ontwerp geeft geen uitvoering aan de artikelen 16 en 17 van de voornoemde wet, zodat de verwijzing naar deze artikelen in een eerste lid van de aanhef dient te worden weggelaten.

De kamer was samengesteld uit :

de heer J. De Brabandere, kamervoorzitter;

de heer M. Van Damme,

de heer D. Albrecht, staatsraden;

Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst is nagezien onder toezicht van de heer D. Albrecht.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. R. Thielemans, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer E. Vanherck, referendaris.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

J. De Brabandere.

21 MAART 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op de artikelen 15 en 49;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op de artikelen 4 en 8;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen, gegeven op 6 februari 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 maart 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 maart 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit wijzigingen aanbrengt in het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en dat een dringende bekendmaking ervan onontbeerlijk is enerzijds om beide besluiten gelijktijdig in werking te laten treden en discriminaties tussen belanghebbenden te vermijden en anderzijds om de Rijksdienst voor pensioenen toe te laten de nodige schikkingen te treffen om in de uitvoering ervan te voorzien en de gepensioneerden tijdig in kennis te stellen van hun recht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 maart 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4, § 2, tweede lid, 2^o, en vijfde lid, 3^o, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels worden de woorden "de helft" vervangen door de woorden "één derde";

Art. 2. In artikel 8, § 1, eerste lid, en § 7, 1^o, van hetzelfde besluit worden de woorden "de helft" vervangen door de woorden "één derde".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.

Art. 4. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

F. 97 — 638

[C - 97/22214]

2: MARS 1997. — Arrêté royal portant exécution des articles 4, § 2, alinéa 2, 7, § 1^{er}, alinéas 10 et 11 et 8, § 7, alinéa 4 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et apportant modification de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996, portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment les articles 4, § 2, alinéas 3, 6, § 2, 7, § 7, alinéas 2, 8, § 7, 1^o et 3^o au 5^o;

Vu l'arrêté royal du 21 mars 1997 portant modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office national des pensions, donné le 6 février 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 1997;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget, donné le 6 mars 1997;

Vu l'urgence motivée par le fait que pour l'application de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997, il est d'une part indispensable que les modalités d'application en matière d'ouverture du droit et du calcul de la pension, soient publiées d'urgence et d'autre part que l'Office national des pensions puisse prendre les dispositions nécessaires pour en prévoir son exécution et pour prévenir les pensionnés à temps de leur droit;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 18 mars 1997 en application de l'article 84, 1^{er} alinéa, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o "l'arrêté royal n° 50" : l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

2^o "l'arrêté royal 23 décembre 1996" : l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

Art. 4. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 maart 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

N. 97 — 638

[C - 97/22214]

21 MAART 1997. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de artikelen 4, § 2, tweede lid, 7, § 1, tiende en elfde lid en 8, § 7, vierde lid van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op de artikelen 4, § 2, derde lid, 6, § 2, 7, § 7, tweede lid, 8, § 7, 1^o en 3^o tot 5^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op het artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen, gegeven op 6 februari 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 januari 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 maart 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid enerzijds dat het onontbeerlijk is voor de toepassing van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, dat in werking treedt op 1 juli 1997, dat de toepassingsmodaliteiten inzake de maatregelen met betrekking tot de opening van het recht en de berekening van het pensioen, dringend worden bekendgemaakt en anderzijds dat de Rijksdienst voor pensioenen de nodige schikkingen moet kunnen treffen om in de uitvoering ervan te voorzien en de gepensioneerden tijdig in kennis te stellen van hun recht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 maart 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "het koninklijk besluit nr. 50", het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;

2^o "het koninklijk besluit van 23 december 1996", het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;